

Le groupe de Puebla condamne les poursuites judiciaires contre Cristina Fernandez



Buenos Aires, 5 août (RHC) Le Groupe de Puebla a rejeté ce jeudi la guerre juridique (lawfare) menée en Argentine contre la vice-présidente Cristina Fernández.

Dans une déclaration, l'organisation, composée de dirigeants de 17 pays, a accusé de "puissants conglomérats économiques" de promouvoir les agressions contre Cristina Fernandez.

Selon l'organisation, le cas de Fernández confirme une tendance risquée mais malheureusement courante en Amérique latine, qui consiste à exercer des représailles contre les dirigeants qui défendent le progressisme dans la région.

À cet égard, le texte cite en exemple les attaques contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff au Brésil, Rafael Correa en Équateur et Evo Morales en Bolivie.

Nous exprimons notre répudiation de cette persécution et nous mettons en garde contre les risques sérieux qu'elle comporte pour la démocratie argentine, conclut le texte.

Le document est signé par Rousseff, Correa, José Luis Rodríguez Zapatero, Fernando Lugo, Ernesto Samper et Alicia Bárcena, entre autres.

Suite à un recours déposé par l'ancien président Mauricio Macri (2015-2019), le Tribunal oral fédéral 2 a engagé une procédure contre la vice-présidente argentine pour des irrégularités présumées dans l'attribution de 51 contrats de travaux publics dans la province de Santa Cruz entre 2003 et 2015.

A de multiples reprises, Cristina Fernandez a dénoncé être victime d'un harcèlement sans précédent et rappelé que le tribunal de ce territoire a rejeté l'affaire pour inexistance de crime.

Ces derniers jours, des organisations sociales, des syndicats et des membres du Front de Tous, coalition au pouvoir, ont averti qu'il s'agissait d'une manœuvre visant à empêcher la continuité de Cristina Fernández dans l'arène politique et à la disqualifier pour les élections de 2023.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/295569-le-groupe-de-puebla-condamne-les-poursuites-judiciaires-contre-cristina-fernandez>



Radio Habana Cuba